

Le candidat Orbán joue la carte du péril migratoire

Hongrie En vue des élections, il s'enferme dans un discours paranoïaque.

Corentin Léotard
Correspondant à Budapest

La cuisante défaite du Fidesz lors d'une élection municipale partielle à Hódmezővásárhely a ébranlé le camp de la droite nationaliste à la fin du mois de février. Pourquoi les électeurs de cette ville de 50 000 habitants, un bastion historique longtemps tenu par un ministre d'Orbán, ont-ils massivement rejeté le Fidesz ? Et si le parti, pourtant promis à une large victoire, venait à être battu aux législatives le 8 avril ?

"Il faut arrêter avec ces critiques du niveau école primaire contre Soros", le milliardaire américain élevé au rang d'ennemi de l'Etat, a tiré comme conclusion András Bencsik, rédacteur en chef de "Demokrata", un magazine d'extrême droite pro-Fidesz.

"C'est amusant, mais la société hongroise n'est pas aussi bête que ça." Mais après quelques heures de flottement – et alors que ses adversaires se prenaient à espérer une victoire bien peu probable –, le chef a tranché et le parti s'est rapidement repris : "L'enjeu des élections n'a pas changé. Si le Fidesz

reste au pouvoir, nous ne devenons pas un pays d'immigration, si c'est l'opposition, si."

Résultat, un mois avant le scrutin, la diabolisation de George Soros continue de battre son plein et le gouvernement a ouvert un nouveau front, contre un adversaire inédit. Ce sont les Nations unies qui sont accusées à leur tour de chercher à "inonder" le pays d'immigrants. "C'est la Hongrie qui décide, pas l'Onu", proclament les nouvelles affiches bleues gouvernementales.

Le Haut-commissaire aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a écrit dans un communiqué daté du 6 mars, que "la rhétorique raciale de M. Orbán est de plus en plus délirante". Il fait référence à un discours prononcé le 8 février lors duquel le chef du gouvernement hongrois avait proclamé : "Nous ne voulons pas que notre couleur soit mélangée à celle des autres." Tout cela en dépit d'une population étrangère dont la part est marginale et stable dans le pays, à environ 1,5 %, selon les données du Bureau des statistiques (KSH).

Les Roms, victimes collatérales

Viktor Orbán bat la campagne pour persuader ses concitoyens de voter pour la "coalition anti-immigration". "Nous avons besoin de plus d'enfants, pas d'immigrés", a-t-il un jour déclaré dans la petite ville de Bicske qui accueillait un camp de réfugiés en 2015. "Une fois qu'ils sont entrés, on ne pourra plus les faire partir", dit-il un autre jour à Jászberény. A Miskolc, une grande ville du nord-est qui a subi de

plein fouet la désindustrialisation dans les années 90, il est allé jusqu'à se retourner contre ses pro-

pres concitoyens, les Hongrois d'origine rom, assimilés aux "migrants" honnis. "Il fut un temps où des gens de l'extérieur ont massivement immigré dans cette ville. Et on se souvient de ce qu'il s'est passé. Pourtant, ils

[les Roms] venaient de Hongrie, alors imaginez ce qu'il se passera si des gens qui, dans leur culture, leurs coutumes et leurs opinions, sont complètement différents de nous, arrivent de l'extérieur du pays."

Des pays comme l'Autriche, l'Allemagne et la France sont parfois cités comme les exemples à ne pas suivre. Pour illustrer le message, le ministre de la Chancellerie, János Lázár, s'est rendu lui-même à Vienne cette semaine pour filmer un quartier de la capitale déserté par "les Autrichiens blancs et chrétiens" et où "les immigrants ont pris le contrôle". "C'est peut-être à cela que ressemblera Budapest dans vingt ans si les partis d'opposition laissent entrer les migrants en Hongrie", conclut-il dans la vidéo. Comme l'Onu avant elle, la municipalité viennoise s'est érigée contre cette instrumentalisation grossière.

Mais le Fidesz poursuit son travail de sape, bien décidé à faire réélire celui que le grand gourou de l'Alt-Right américaine, Steve Bannon, a qualifié cette semaine de "véritable héros".